

21 juin 1983 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'Assemblée nationale de Yaoundé (Cameroun), mardi 21 juin 1983.

Monsieur le président de l'Assemblée nationale camerounaise,

- Je suis très sensible à vos paroles de bienvenue. Elles exprimaient parfaitement les sentiments que j'éprouve moi-même. Cette occasion qui nous est donnée de marquer avec solennité les liens très forts qui nous unissent. C'est l'occasion aussi devant l'Assemblée nationale d'échanger nos expériences, nos projets, de mieux connaître l'âme de nos peuples. C'est une occasion pour moi très importante.

- Chaque fois que j'en ai la possibilité je suis heureux de pouvoir rencontrer les députés qui représentent par nature la diversité d'un pays, ses formes d'expression et vous-même, monsieur le président, vous êtes bien l'exemple de l'unité conquise, maintenue, forte, qui rassemble aujourd'hui les Camerounais.

- Vous avez vos soucis. Il vous faut dominer la crise qui atteint votre pays dans ses profondeurs de même qu'elle secoue les fondements des sociétés occidentales. Mais je sais que j'ai devant moi les représentants d'un peuple courageux, intelligent, actif, qui a su, au cours des décennies précédentes affirmer sa personnalité et sa capacité à bâtir le présent et construire l'avenir.

- Les liens entre nos deux pays sont anciens, faut-il le rappeler ? Nous ne manquons jamais de célébrer cette vieille amitié. Mais comme toute amitié, il faut lui apporter de la substance, d'abord par des échanges humains que permettent les visites comme celle-ci qui donnent l'occasion de mieux se connaître. Oh ! certes, ce n'est pas en parcourant vos avenues, vos rues et vos quartiers à Douala comme à Yaoundé que l'on peut percevoir tout ce qui occupe l'esprit, le cœur des Camerounais. Mais cette relation qui s'établit entre une foule et un visiteur, c'est déjà un moyen de communiquer d'une façon subtile mais réelle. Et je dois vous dire à quel point j'ai pu apprécier, dans la journée d'hier, l'accueil si sincère, si enthousiaste, de la population du Cameroun qui s'adressait, bien au-delà de ma personne, à la France. C'est au nom de la France que je l'en remercie.

Vous-même êtes très occupé par les travaux que suppose votre fonction, une fonction que je connais bien pour l'avoir pratiquée, vécue, pendant quelques trente cinq années dans mon pays : gérer par le moyen d'un Parlement, avec ce que cela suppose de réflexion sur des textes, la connaissance des mouvements d'un peuple, la défense de ses intérêts. J'ai toujours beaucoup d'estime pour ceux qui consacrent une part de leur vie à l'intérêt général, qui apportent par leur connaissance stricte des choses et des faits, leur contribution à l'action du pays.

- Je n'ai pas à m'occuper des problèmes internes du Cameroun mais seulement de leur aspect international ou bilatéral. Le Cameroun est un pays qui se porte bien et, pour la France, il représente un compagnon d'autant plus apprécié que nos échanges sont actifs, vivants, nombreux. Le Cameroun fait une large confiance à la France si j'en juge par les résultats commerciaux. Le Cameroun attend de la France en revanche, une présence, des initiatives de plus en plus utiles. Il n'est pas un projet dont nous n'ayons connaissance. Je dois dire que, en face de négociateurs tels que les Camerounais qui sont des gens sérieux, il est très intéressant, comme nous l'avons fait hier, comme vous le ferez bientôt dans le cadre des commissions mixtes, de traiter, dossier par dossier, la conclusion de ces échanges. Notre relation bilatérale est riche de réalités en même temps qu'elle demeure riche d'espérances.

Vous êtes au centre d'un continent qui connaît lui-même ses crises et qui vit ses problèmes. J'ai

vous êtes au centre d'un continent qui connaît lui-même ses crises et qui vit ses problèmes. J'ai été très heureux de constater que la sagesse des chefs d'Etat ou de gouvernement à Addis-Abeba avait permis à l'Organisation de l'unité africaine `OUA`, de dépasser ce qui pouvait être motif de rupture.

- Vous souffririez gravement, vous tous, les peuples d'Afrique si vous ne parveniez à préserver ce qui est toujours fort difficile : une organisation qui rassemble l'Afrique. C'est le seul exemple que l'on connaisse d'un continent ainsi rassemblé. S'il est normal - on ne peut s'en scandaliser ni même s'en effrayer - qu'ici et là surgissent des conflits fondés le plus souvent sur des antagonismes historiques et sur des luttes d'intérêts, s'il s'établit des -rapports de puissance comme dans toutes les sociétés humaines, il est réconfortant de constater qu'en Afrique où ces problèmes se posent comme ailleurs, on a su mieux qu'ailleurs apporter une réponse. Cette réponse ne sera jamais franchement durable : ainsi vont les passions des hommes, les rivalités des peuples, ainsi va l'histoire. Aussi est-il nécessaire de disposer d'une structure permanente où le dialogue doit prévaloir sur l'affrontement et où la possibilité offerte de débattre est déjà comme un élément de solution.

- Je sais que le Cameroun a joué son rôle et un rôle éminent dans cette confrontation qui s'est achevée de façon utile pour l'Afrique. Il n'empêche qu'il existe quelques lieux où les relations entre voisins s'empoisonnent. Je pense en-particulier aux problèmes de la Namibie. La France, vous le savez, exerce une influence que je crois heureuse en vue du respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

- La France a pris une position carrée, simple, tout simplement parce qu'elle se réfère au droit en estimant que ce peuple namibien devait accéder à tout ce que la souveraineté réserve aux peuples qui l'acquièrent et qu'étaient indignes les comportements de ceux qui prétendent nier cette souveraineté ou dresser des obstacles sur son chemin. Nous avons agi de la sorte aussi bien aux Nations unies que dans le groupe des cinq où nous observons, vous le savez bien, des lenteurs et des freins voulus mais où nous continuons d'oeuvrer autant qu'il le faut, ou nous continuerons autant qu'il le faudra mais pas plus pour que se dénoue cette difficile affaire où s'opposent, au-delà des Etats de la région australe, les plus grands intérêts mondiaux.\

Du Tchad, vous savez à quel point nous souffrons vous et nous d'une instabilité qui se perpétue. Il faut que cet Etat trouve son propre équilibre. La France a toujours dit par ma bouche qu'elle ne se substituerait pas aux Tchadiens. Elle souhaite que les Tchadiens eux-mêmes s'expriment dans la paix et par les voies de la démocratie pour faire connaître leur volonté. Mais dans l'état présent des choses, assurés que nous sommes de respecter le droit de ce peuple, décidés à rester fidèles aux engagements qui sont nôtres et qui font que la France contribue, au-delà des péripéties, à apporter son -concours à tout ce qui signifie reconstruction, équipement, soin, tout ce qui touche à la personne humaine, la France doit répéter qu'elle ne saurait accepter, ni je le pense tous ceux qui veulent la stabilité de cette région, des actions inconsidérées qui signifieraient que le Tchad serait en permanence offert aux entreprises étrangères quelles qu'elles soient.\

A Addis-Abeba, vous avez amorcé comme une esquisse de solutions pour les problèmes du Sahara occidental, reprenant un certain nombre de propositions et même de décisions parfois abandonnées en cours de route durant ces dernières années. Même principe, même action. La France avait préconisé, au-cours de ces dernières années, une réponse également simple et carrée : que les populations se prononcent sous contrôle, cela va de soi, des organisations qualifiées, Organisation de l'Unité Africaine `OUA`, Nations unies `ONU`. Nous avons soutenu l'idée d'un référendum qui correspondait et qui continue de correspondre à ce qui nous paraît comme une solution sage. S'il est d'autres voies qui, par la conciliation, finissent par prévaloir, ce n'est pas la France - qui, au demeurant n'appartient pas par définition à votre organisation - qui s'y opposera. Nous serons toujours d'accord avec les solutions pacifiques par dialogue et entente entre les partenaires, partenaires-adversaires dont nous espérons qu'ils deviendront un jour des partenaires-amis.

- Mais si l'on considère cet immense continent dont vous êtes, si l'on sait les inévitables rivalités que j'évoquais il y a un instant, ou les justes oppositions d'intérêts, les tentatives et les tentations

qui existent de ci, de là, pour corriger ce qu'ont été et ce que sont les frontières, les partages hérités du temps passé, la France - elle l'a montré au Cameroun - restera aux côtés de ceux qui feront appel à elle pour préserver ce droit fondamental : partout où un peuple se trouve chez lui, il a bien le droit d'y rester.\

Je vous le disais pour commencer : le Cameroun supporte, parfois difficilement, les effets de la crise mondiale qui est davantage une crise de l'Ouest. Je parle du pays leader dans le domaine de l'économie, les Etats-Unis d'Amérique. La France est alliée de ce grand pays, respecte son peuple, a connu à travers le temps des circonstances dramatiques où l'amitié plusieurs fois scellée s'est toujours affirmée. Mais la France garde, bien entendu, son libre jugement et pense que le pays dont les décisions pèsent le plus lourd sur les destinées économiques du monde doit considérer ce rôle qui est le sien et pas seulement ce qu'il croit être son intérêt national ou particulier immédiat. Et tout un enchaînement part d'immenses déficits budgétaires, passe par des taux d'intérêt réels de l'argent trop élevés, conduit à ce qu'une monnaie dominante, non seulement étalon mais aussi refuge `dollar`, crée une aspiration vers elle, de telle sorte que la spéculation et le jeu de l'argent passent avant l'investissement, tandis que s'organisent des courants artificiels qui retirent aux autres pays industriels d'Europe la substance qui est la leur.\ Et que dire des pays en voie de développement, confrontés, comme je le faisais remarquer hier, déjà, ici à Yaoundé, à des variations des cours proprement insupportables qui les placent dans l'impossibilité de contresigner avec des puissances industrielles des plans de co-développement durables. Si des matières premières comme le cacao, le café ou le bois et les autres passent d'une année sur l'autre d'un extrême à l'autre, connaissent des variations de plus de la moitié, s'effondrent, remontent, comment un pays comme le vôtre ne souffrirait-il pas gravement de cette incertitude, étant entendu que la crise mondiale tend à précipiter les baisses et les chutes de cours beaucoup plus que leur contraire ?\

Il faut donc tout tenter pour qu'un ordre nouveau s'établisse et pour que, dans les enceintes internationales, votre voix, la nôtre, celle des autres, qui connaissent et éprouvent cette situation, se fassent entendre. Il faut et il y faudra du temps, mais peu à peu, la sagesse s'imposera car ce n'est pas seulement affaire de solidarité internationale. C'est aussi affaire de juste intérêt, non seulement pour le Sud mais aussi pour le Nord. Ou bien l'on ranimera les termes de l'échange et chacun en tirera un plus juste profit, ou bien l'on ira, comme c'est le cas aujourd'hui, vers un assèchement de ses relations économiques et tous, et chacun, y perdront.

- La France, dans ce domaine, a rempli son contrat. Il faut lui demander ce qu'il est juste de demander à un pays comme le nôtre. La France assume sa charge dans le -cadre des recommandations internationales et sa part dans l'AID. La France accroît sa participation à l'aide multilatérale pour atteindre, d'année en année, le niveau recommandé. La France participe pleinement à la contribution souhaitée par les Nations unies pour les pays les moins avancés. Nous accroissons notre présence alors que nous-mêmes, nous souffrons des effets de la crise. Mais il n'est pas question, assurément, pour la France, de se substituer à la défaillance des autres. Et si elle trouve - il faut le dire hautement - un -concours apprécié de la Communauté économique européenne `CEE`, elle a besoin, la France, de convaincre encore les partenaires les plus puissants pour qu'enfin on sorte de cette dialectique insupportable où nous sommes aujourd'hui entre les pays du Nord et les pays du Sud.\

Nous avons défendu des thèses et nous les défendrons afin que soit recherchée et atteinte l'autosuffisance alimentaire de chaque pays, pour que ce développement soit autocentré, c'est-à-dire qu'il soit de plus en plus fixé sur les forces ramassées de ce pays.

- La France a défendu la thèse qui devrait aboutir à l'exploitation des ressources énergétiques autres que le pétrole. Combien de pays d'Afrique disposent de moyens immenses qui permettraient tout aussitôt d'alléger les économies pour peu que l'effort fût fait par ceux qui disposent du moyen d'investir ? Enfin, comme vous le savez, je l'ai dit partout, à Cancun `Sommet des pays industrialisés` ou à Mexico, à Ottawa ou à Versailles, plus récemment à Williamsburg, c'est dans cette relation Nord-Sud que se trouve la principale réponse à la crise internationale. Ayons au moins autant d'imagination et d'audace que n'en eurent nos devanciers

au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Ils ont su à la fois créer un ordre monétaire international - et pourtant les disparités de change étaient aussi sensibles qu'aujourd'hui, et cruellement ressenties - en même temps qu'ils ont su développer des plans d'aide qui ont suscité un réveil colossal des énergies et prélégué à une grande période de croissance.\

Mesdames et messieurs, si je vous rapporte ici le comportement de mon pays sur la scène internationale, en relation directe avec les problèmes du développement, je ne saurais oublier nos relations bilatérales. Elles ont fait l'objet d'un dialogue entre ministres et hauts fonctionnaires responsables, hier, dans l'après-midi. Ces relations bilatérales ont occupé beaucoup du temps qui nous a été imparti à M. le président Biya et à moi-même, dans nos conversations.

- J'aperçois bien ce qui peut être corrigé, amélioré, et la France reste disponible. J'aperçois aussi, et je m'en réjouis, ce qui va bien et qui fait que lorsque je vous quitterai ce soir, j'aurai le sentiment d'une amitié vivante et renforcée entre le Cameroun et la France.

- Je disais tout à l'heure que cela était le résultat d'un puissant effort de votre peuple et c'est vrai que, pendant près de vingt-cinq ans, un homme éminent - je veux dire le président Ahidjo - a conduit l'histoire d'un pays qui avait besoin d'assurer son unité, d'affirmer son indépendance, de construire les bases de sa prospérité. Et voici que le président Biya me réserve un accueil chaleureux, responsable qu'il est des destinées de son pays, chargé par vous-même de permettre à votre pays d'aborder des temps nouveaux. La France se trouve à l'aise avec vous. Elle forme des vœux pour que le développement de votre pays se déroule de la façon la plus harmonieuse possible et elle vous donne rendez-vous pour que, d'année en année, procède à l'examen de l'état de nos relations, ajustant au mieux nos intérêts, on donne à cette partie impalpable de l'être, à tout ce qui touche à l'esprit, tout ce qui vient des sources de la culture, le rang qui lui revient.\

Ici, vous êtes la synthèse de combien de langages ? Langages originels de vos ethnies nombreuses, diverses, et puis l'apport de deux grandes langues venues d'Europe, et même de trois, selon les circonstances de l'histoire ! Amenés à disposer ainsi de moyens véhiculaires pour la pensée, restés fidèles comme vous l'êtes à vos sources, très attachés à la tradition de vos ancêtres, issus d'une société rurale pleine de sève et de force et en même temps par vos élites, par une jeunesse que l'on sent frémissante d'espoir et de capacité, directement orientée vers la conquête des techniques modernes, vous vous trouvez juste à la croisée des chemins. J'aperçois dans le Cameroun, parmi tous les peuples d'Afrique, de grandes chances de peser sur l'histoire.

- Je vous souhaite, mesdames et messieurs, de travailler comme il convient pour parfaire la législation, apporter à l'Etat le fruit de vos expériences.

- Je souhaite à l'Etat continuité et réussite : au Cameroun, ce n'est pas le dévouement et l'amour de la patrie qui manquent. C'est pourquoi, me retournant vers vous, monsieur le président de l'Assemblée, je tiens à vous redire mes remerciements pour avoir permis cette rencontre, ma gratitude pour les sentiments exprimés, l'assurance qu'ils sont bien compris de la France. Nous venons de vivre quelques quarts d'heure, qui, je le souhaite de tout coeur, compteront pour marquer d'une pierre heureuse le long chemin que nous avons à parcourir ensemble.

- Vive le Cameroun !

- Vive la France !\